

26 juin 2023

(23-4374)

Page: 1/15

Groupe de travail des entreprises
commerciales d'État

Original: anglais

COMMERCE D'ÉTAT

NOUVELLE NOTIFICATION COMPLÈTE AU TITRE DE L'ARTICLE XVII:4 A) DU GATT DE 1994 ET DU PARAGRAPHE 1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD SUR L'INTERPRÉTATION DE L'ARTICLE XVII

MAURICE

La communication ci-après, datée du 22 juin 2023 et reçue à cette même date, est distribuée à la demande de la délégation de Maurice.

1. OFFICE DE COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRICOLES (OCPA)

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT

A. Identification de l'entreprise commerciale d'État

Office de commercialisation des produits agricoles (OCPA)

B. Désignation des produits visés (y compris la (les) position(s) tarifaire(s) correspondante(s))

CODE DU SH	PRODUITS*
0703 1000	Oignons secs entiers
0703 2000	Aulx frais entiers
0701 9000	Pommes de terre fraîches entières
0703 2000	Semences d'ail
0703 1000	Semences d'oignons
0701 1000	Pommes de terre de semence
0303 29	Prises accessoires de poisson (poisson congelé)

* Ces produits sont des "produits réglementés" au sens de la Loi de Maurice de 1963 sur la commercialisation des produits agricoles.

II. RAISON ET OBJET

A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État

- Encourager la production locale de la plus grande part des besoins en produits alimentaires du pays, dans les limites de ce qui est économiquement faisable.
- Veiller à ce que les coûts de commercialisation soient maintenus au minimum et qu'il soit satisfait à la demande des consommateurs.
- Limiter les fluctuations de prix en fonction des préférences des consommateurs.

- iv. Assurer l'efficacité maximale de ses installations et d'autres ressources à l'avantage des producteurs et des consommateurs.
 - v. Réglementer les normes et la qualité des produits relevant de son autorité.
- B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels*
- i. Loi de Maurice de 1963 sur la commercialisation des produits agricoles.
 - ii. L'OCPA a été créé pour:
 - a) mettre en place des structures de commercialisation efficaces, ou veiller à ce qu'elles soient mises en place;
 - b) maintenir le registre de tous les producteurs, acheteurs, usineurs et commerçants;
 - c) acquérir et disséminer des connaissances sur le marché;
 - d) assurer le fonctionnement des installations d'entreposage, de traitement, de transport et de transformation des produits réglementés, ou veiller à leur fonctionnement;
 - e) acheter, vendre, importer, exporter les produits réglementés, ou assurer toute autre transaction commerciale de ces produits;
 - f) prendre toute mesure qu'il estime nécessaire pour stabiliser, augmenter ou réduire la production ou les prix des produits réglementés; et
 - g) réglementer les normes et la qualité de produits réglementés.

III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT

- A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État*
- a) inciter les producteurs de produits de base à investir afin de générer des revenus optimaux, grâce à des prix planchers déterminés qui permettent un rendement honnête par rapport aux intrants recommandés par la recherche;
 - b) éliminer les pertes du marché et fournir des installations modernes d'entreposage et de commercialisation qui ne nécessitent pas l'intervention d'intermédiaires; et
 - c) mettre en œuvre une politique des prix fondée sur le meilleur intérêt des producteurs comme des consommateurs.
- B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État*
- a) L'OCPA contrôle l'importation des produits suivants: oignons, ail, pommes de terre, semences d'oignons, semences d'ail, pommes de terre de semence et prises accessoires de poisson. L'OCPA commercialise les oignons, l'ail, les pommes de terre, les semences d'oignons, les semences d'ail et les pommes de terre de semence.
 - b) L'OCPA peut décider d'abandonner le contrôle d'un de ces produits s'il le juge bon, en vertu de l'article 17 de sa loi d'application. Il peut également

autoriser la vente dans certaines quantités, pendant une certaine période ou dans certaines conditions selon qu'il sera spécifié par un règlement décidé par le Ministère sur avis de l'OCPA.

C. Type d'entités autres que l'entreprise commerciale d'État qui sont autorisées à effectuer des importations/exportations et conditions de leur participation à ces opérations

Les sociétés, partenaires ou commerçants peuvent importer les produits dont l'importation est autorisée parfois par l'OCPA, tels que les pommes de terre comestibles, les oignons, les semences d'oignons, les semences d'ail et les pommes de terre de semence. Les permis d'importation doivent être visés par l'OCPA.

A. Modalités de fixation du niveau des importations/exportations par l'entreprise commerciale d'État

L'importation/exportation vient compléter la production locale chaque fois que les prévisions annoncent une production annuelle inférieure/supérieure aux niveaux de consommation.

B. Modalités de détermination des prix à l'exportation

Les prix à l'exportation sont les prix de vente des produits locaux majorés des frais administratifs de dédouanement et impositions douanières connexes.

C. Modalités de détermination des prix de revente des produits importés

L'OCPA fonctionnant selon un principe commercial équilibré, les importations sont revendues à Port-Louis aux prix c.a.f. auxquels s'ajoute un pourcentage des dépenses calculées pour couvrir les coûts administratifs et financiers et les coûts d'entreposage.

Des contrats sont négociés suivant les besoins avec des sociétés étrangères pour la fourniture des produits. L'OCPA conclut des accords contractuels pour les programmes de pommes de terre de semence, de semences d'oignons et de semences d'ail pour le compte des pouvoirs publics.

D. Indiquer si l'entreprise commerciale d'État négocie des contrats à long terme; si l'entreprise commerciale d'État est utilisée pour remplir les obligations contractuelles assumées par les pouvoirs publics

Les produits réglementés sont habituellement achetés par l'OCPA à un prix à la production garanti calculé sur la base du coût de production majoré d'une marge bénéficiaire. Les marchandises sont entreposées et vendues à des négociants avec une marge de revente en gros à des prix fixés ou recommandés par l'OCPA ou par le gouvernement. Les cultivateurs sont encouragés à vendre leur production directement sur le marché. Les importations sont effectuées par l'OCPA sauf lorsque des importateurs privés ont obtenu des permis. Les prix au détail ne font l'objet d'aucun contrôle.

IV. RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES (VOIR LES TABLEAUX I À IV CI-JOINTS)

TABLEAU I

COMMERCE D'ÉTAT: OFFICE DE COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRICOLES

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES – IMPORTATIONS EN 2021

Désignation du (des) produit(s) (et numéro(s) du SH)	Quantité totale importée	Quantité importée par l'entreprise commerciale d'État	Prix moyen à l'importation (impositions comprises)	Prix de vente représentatif moyen sur le marché intérieur	Majoration des prix	Production nationale (prévisions)
1	2	3	4	5	6	7
	t	t	MUR/t	MUR/t	%	t
0701 9000 Pommes de terre fraîches entières	11 679,7	11 679,7	29 218,52	23 000-32 000	(21,3)-9,5	12 910
0701 1000 Pommes de terre de semence	1 666	753,27	46 484,54	43 000	(7,5)	n.d.
0703 2000 Aulx frais entiers	2 044	1 796	70 880,59	110 000-130 000	55,2-83,4	31
0910 309 Curcuma en poudre	n.d.	10	67 285,35	120 000	78,3	n.d.
0703 1000 Oignons secs entiers	13 435,72	13 435,72	32 032,24	26 000-32 000	(18,8)- (0,1)	5 590
0908 301 Cardamomes	n.d.	1	892 035,75	1 050 000-1 200 000	17,7-34,5	n.d.
0701 331 Semences de haricots	2 000	2	238 141,59	200 000-250 000	(16)-5	n.d.
0703 1000 Semences d'oignons	n.d.	Néant	n.d.	4 500-6 000 MUR/kg	n.d.	n.d.

TABLEAU II

OFFICE DE COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRICOLES

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES – ACTIVITÉS SUR LE MARCHÉ INTÉRIEUR EN 2021

Désignation du (des) produit(s) (et numéro(s) du SH)	Achats de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur	Production nationale	Ventes de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur	Consommation nationale***
1	2	3	4	5
	t	t	t	t
0701 9000 Pommes de terre fraîches entières	2 653,6	12 910	13 878,3*	25 000
0701 1000 Pommes de terre de semence	716	n.d.	1 007*	n.d.
0703 2000 Aulx frais entiers	0	31	1 896,8**	2 184
0910 309 Curcuma en poudre	-	n.d.	6,6**	100
0703 1000 Oignons secs entiers	456,8	5 590	12 377,9*	16 500
0908 301 Cardamomes	-	n.d.	1,3**	15
0701 331 Semences de haricots	-	n.d.	0,83**	n.d.
0703 1000 Semences d'oignons	308 kg	n.d.	495 kg (OCPA seulement)	n.d.

* Les ventes sur le marché intérieur incluent les produits locaux seulement.

** Uniquement produits importés.

*** Estimations fondées sur les ventes de l'OCPA et les ventes privées.

TABLEAU III

OFFICE DE COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRICOLES

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES – IMPORTATIONS EN 2022

Désignation du (des) produit(s) (et numéro(s) du SH)	Quantité totale importée	Quantité importée par l'entreprise commerciale d'État	Prix moyen à l'importation (impositions comprises)	Prix de vente représentatif moyen sur le marché intérieur	Majoration des prix	Production nationale (prévisions)
1	2	3	4	5	6	7
	t	t	MUR/t	MUR/t	%	t
0701 9000 Pommes de terre fraîches entières	11 600,23	11 600,23	37 962,31	32 000-40 000	(15,7)-5,37	14 495
0701 1000 Pommes de terre de semence	1 286,5	718,13	53 264,35	52 000	(19,3)	n.d.
0703 2000 Aulx frais entiers	1 991,5	1 991,5	91 500,22	130 000-140 000	42-53	49
0910309 Curcuma en poudre	n.d.	5	70 175,15	120 000	71	n.d.
0703 1000 Oignons secs entiers	10 724	10 724	34 290,06	32 000-42 000	(6,7)-22,5	7 562
0908301 Cardamomes	n.d.	1,5	764 202,33	1 050 000-1 200 000	37,4-57	n.d.
0701331 Semences de haricots	1000	1	253 476,20	75 000-250 000	(70,4)-(1,4)	n.d.
0703 1000 Semences d'oignons	n.d.	Néant	n.d.	1 400-3 000 MUR/kg	n.d.	n.d.

TABLEAU IV

OFFICE DE COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRICOLES

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES – ACTIVITÉS SUR LE MARCHÉ INTÉRIEUR EN 2022

Désignation du (des) produit(s) (et numéro(s) du SH)	Achats de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur	Production nationale	Ventes de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur	Consommation nationale***
1	2	3	4	5
	t	t	t	t
0701 9000 Pommes de terre fraîches entières	3 131,8	14 495	12 288,2*	25 000
0701 1000 Pommes de terre de semence	550	n.d.	945,8*	n.d.
0703 2000 Aulx frais entiers	0	49	1 779,1**	2 184
0910309 Curcuma en poudre	-	n.d.	2,5**	100
0703 1000 Oignons secs entiers	1 374,9	7 562	12 210,4*	16 500
0908301 Cardamomes	-	n.d.	0,6**	15
0701331 Semences de haricots	-	n.d.	1**	n.d.
0703 1000 Semences d'oignons	442,5 kg	n.d.	514 kg (OCPA seulement)	n.d.

* Les ventes sur le marché intérieur incluent les produits locaux seulement.

** Uniquement produits importés.

*** Estimations fondées sur les ventes de l'OCPA et les ventes privées.

2. SOCIÉTÉ COMMERCIALE D'ÉTAT

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT

A. Identification de l'entreprise commerciale d'État

Société commerciale d'État (SCE)

B. Désignation des produits visés (y compris la (les) position(s) tarifaire(s) correspondante(s))

N°	Produits	Position du SH	Nature de l'exclusivité, droits spéciaux ou privilèges
1	Riz blanc à grain long	10064000	Fournisseur unique de riz subventionné
2	Farine de blé	11010000	Fournisseur unique de farine subventionnée uniquement
3	Produits pétroliers <u>A. Huiles blanches</u> i) Essences pour moteur ii) Gas-oil 10 ppm S iii) Gas-oil 2 500 ppm iv) Jet A1 <u>B. Fioul</u> i) Fioul HTS 180 cSt (craquage catalytique) ii) Fioul HTS 180 cSt (distillation directe) iii) Fioul HTS 380 cSt (distillation directe) iv) Fioul à très faible teneur en soufre 0,5% S (VLSFO 180 CST)	 27101919 27101950 27101950 2710193 & 27101939 27101969 27101969 27101969 27101969	 Importateur unique Importateur unique Importateur (les entreprises privées peuvent également importer le produit pour faire le commerce du fioul de soute utilisé dans le transport maritime) Importateur unique Importateur unique, pour utilisation nationale Importateur unique, pour utilisation nationale (production d'électricité) Importateur unique, pour utilisation nationale (production d'électricité) À des fins d'avitaillement
4	Gaz de pétrole liquéfié	27111310	Importateur unique

II. RAISON ET OBJET

A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État

La Société de commerce d'État (SCE) a été créée pour réglementer et rationaliser le commerce, particulièrement en ce qui concerne les produits de base essentiels, y compris tous les produits pétroliers et le gaz de pétrole liquéfié (GPL) commercialisés à Maurice. Elle approvisionne également le marché intérieur en farine de blé, en riz basmati et en riz autres que basmati. La SCE fonctionne sous l'égide du Ministère du commerce et de la protection des consommateurs.

Maurice étant un petit État insulaire en développement, la création de la SCE visait principalement à permettre au pays de bénéficier d'économies d'échelle en regroupant l'ensemble de la demande, ainsi que d'un pouvoir de négociation plus fort dans ses relations avec ses partenaires commerciaux. Par conséquent, il était nécessaire d'accorder à la SCE un "monopole" pour l'importation des produits susmentionnés. Les objectifs de la SCE sont les suivants:

- a) négocier l'achat de marchandises;

- b) gérer la fabrication ou la transformation de produits et assurer leur commercialisation;
- c) importer des marchandises en vue de leur commercialisation, distribution ou mise en circulation en gros ou au détail;
- d) exporter des marchandises;
- e) stocker des produits pétroliers et promouvoir et développer les activités liées au soutage et au pétrole; et
- f) entreprendre toute autre activité pouvant être autorisée par le Ministère.

Il convient de noter qu'à l'heure actuelle, la SCE ne participe pas aux activités indiquées aux points b) et d).

B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels

La SCE a été créée par un décret du Parlement le 8 octobre 1982. Elle a repris les activités du Département de l'approvisionnement du gouvernement, qui était chargé de l'importation et de la distribution du riz et de la farine de blé.

Le statut de société a été envisagé afin de donner à la SCE une plus grande flexibilité que celle d'un département public, notamment en ce qui concerne l'administration du personnel, la gestion et les affaires quotidiennes de la société. En élaborant le règlement du fonctionnement de la société, le gouvernement a été guidé par la volonté de donner une flexibilité, une efficacité maximale et une autonomie raisonnable à cette société, tout en veillant à ce qu'elle reste responsable devant le gouvernement et le Parlement de Maurice.

Conformément à la Loi portant création de la SCE, cette société devra "mener à bien ses objectifs sur la base de principes commerciaux équilibrés". Le Conseil d'administration, qui réunit des représentants du secteur public et des hommes d'affaires expérimentés du secteur privé et qui dispose de pouvoirs étendus pour gérer la SCE, a pour objectif d'apporter un niveau d'autonomie élevé indispensable dans le contexte commercial.

III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT

A. Aperçu des opérations de la société commerciale d'État

Produits pétroliers

La société commerciale d'État (SCE) achète les produits pétroliers dont le pays a besoin au moyen d'appels d'offres ouverts annuels.

La société achète la totalité des quantités de produits pétroliers en vrac (position du SH selon partie I B) ci-dessus). Les huit types de produits pétroliers sont importés et vendus aux quatre compagnies pétrolières locales privées, qui possèdent une infrastructure d'entreposage et de manutention et assurent la distribution. L'importation d'huile blanche et de fioul destinés au commerce du fioul de soute a été libéralisée.

Riz blanc à grain long

La SCE lance des appels d'offres internationaux ouverts et importe la totalité des quantités de riz subventionné (5% de brisures) dont le pays a besoin sur une base coût et fret. Le riz est réceptionné dans ses entrepôts puis vendu aux grossistes à des prix subventionnés. Par ailleurs, la SCE a engagé des emballeurs/distributeurs pour assurer la distribution de ces produits dans toute l'île.

Farine

La SCE lance annuellement un appel d'offres international ouvert pour satisfaire les besoins du pays en farine. La farine est vendue par les magasins de la SCE aux grossistes et aux boulangers à des prix subventionnés. Par ailleurs, la SCE a engagé des emballeurs/distributeurs pour assurer la distribution de ces produits dans toute l'île.

Riz basmati

La SCE a commencé à importer du riz basmati au dernier trimestre de 2013 dans le but de contrôler les hausses de prix abusives appliquées au riz basmati sur le marché local et de faire en sorte que les consommateurs aient accès à du riz basmati qui réponde à leurs attentes. Actuellement, la SCE vend son basmati principalement à des grossistes. Tous les envois de riz basmati sont analysés avant leur expédition dans le pays d'origine et aussi sur place par le Bureau des normes de Maurice, de manière à garantir une qualité satisfaisante et stable du produit.

Gaz de pétrole liquéfié

La SCE est le seul importateur de gaz de pétrole liquéfié (GPL) depuis 2003. Elle loue actuellement les réservoirs de stockage de Petredec Mauritius Ltd (PML), d'une capacité de 15 000 tm, pour stocker le GPL importé en plus grandes quantités.

La totalité du GPL est vendue à deux compagnies pétrolières, Vivo Energy Mauritius Ltd et Total Energies Marketing Mauritius Ltd. Les compagnies pétrolières locales possèdent une infrastructure d'entreposage et de manutention et assurent la distribution.

Achat de lait en poudre, d'huiles comestibles et de légumineuses depuis 2022

La pandémie de COVID-19, suivie de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, a entraîné une rupture des chaînes d'approvisionnement internationales et une hausse soudaine et brutale des prix de tous les produits de base, y compris des produits alimentaires de base tels que le lait en poudre et les huiles comestibles.

À la suite de ces événements, l'île, qui importe plus de 70% des produits alimentaires dont elle a besoin, a été confrontée au double défi de la sécurité alimentaire et de l'approvisionnement en produits de consommation de base à des prix abordables, en particulier pour les classes les plus vulnérables de la population. Il a par conséquent été décidé d'élargir le champ des activités commerciales de la SCE et d'inclure d'autres produits de base tels que le lait en poudre, les huiles comestibles et les légumineuses, entre autres.

Actuellement, le lait en poudre, les huiles comestibles et les légumineuses sont vendus par les magasins de la SCE aux grossistes principalement, qui les distribuent sur le marché local.

S'agissant de ces ajouts récents au portefeuille de produits de la SCE, cette dernière s'efforce d'intervenir sur le marché principalement dans des conditions d'égalité avec les opérateurs privés.

La SCE estime que son rôle consiste à "discipliner" le marché, ce qui consiste à surveiller les tendances des produits et du marché et à intervenir pour limiter les risques de prise de bénéfices excessifs résultant de défaillances manifestes du marché.

B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État

La SCE est l'importateur unique du GPL et des produits pétroliers, sauf les produits pétroliers dont l'importation a été libéralisée pour le commerce du fioul de soute utilisé dans le transport maritime en 2014.

La SCE s'acquitte de toutes les taxes devant être payées à l'Autorité portuaire mauricienne, à la Direction des douanes et aux autres organes aux taux prescrits applicables à tous les commerçants pour ces produits.

La SCE ne jouit d'aucun droit préférentiel dans le cadre de ses activités. Elle bénéficie cependant d'une exonération du droit de douane de 15% perçu à l'importation de farine de blé.

C. Type d'entités autres que l'entreprise commerciale d'État qui sont autorisées à effectuer des importations/exportations et conditions de leur participation à ces opérations

Les entreprises privées ont le droit d'importer du riz long grain dans les mêmes conditions que la SCE. Toutefois, la vente de riz "ration" sur le marché local est subventionnée par les pouvoirs publics par l'intermédiaire de la SCE. Pour ce qui est de la farine de blé, les commerçants privés ont le droit d'en importer sous réserve du paiement d'un droit de douane de 15%.

D. Modalités de fixation du niveau des importations/exportations par l'entreprise commerciale d'État

La SCE et les compagnies pétrolières locales déterminent conjointement la quantité de produits pétroliers et de GPL à importer chaque année.

Pour le riz et la farine, la demande intérieure est prise en compte pour déterminer la quantité importée.

E. Modalités de détermination des prix à l'exportation

Ne s'applique pas (voir la partie II A ci-dessus).

F. Modalités de détermination des prix de revente des produits importés

Les prix de gros et de détail du riz et de la farine subventionnés sont déterminés par le gouvernement par l'entremise du Ministère du commerce et de la protection des consommateurs pour toutes les ventes intérieures aux grossistes, aux distributeurs et aux boulangers.

Les prix de revente de l'essence pour moteur et du gas-oil (10 ppm S) utilisés sur le marché intérieur sont déterminés par le Comité de fixation des prix du pétrole (PPC). Quant aux produits vendus sur le marché international, comme le carburant Jet A1 pour l'aviation civile, le gas-oil 2 500 ppm S et le fioul (fioul à très faible teneur en soufre 0,5% S (VLSFO 180 CST)) utilisé dans le transport maritime, leurs prix sont déterminés par la SCE.

Le prix de détail du GPL pour usage domestique est déterminé par le gouvernement par l'entremise du Ministère du commerce et de la protection des consommateurs.

G. Indiquer si l'entreprise commerciale d'État négocie des contrats à long terme; si l'entreprise commerciale d'État est utilisée pour remplir les obligations contractuelles assumées par les pouvoirs publics

À l'heure actuelle, la SCE n'est partie à aucun contrat à long terme. Elle remplit les obligations contractuelles assumées par les pouvoirs publics, s'il y a lieu.

H. Brève description de la structure du marché

N°	Produit	Structure du marché
1	Riz blanc à grain long	La SCE est le seul fournisseur de riz "ration", qui est vendu au prix subventionné fixé par le gouvernement. Elle a une certaine influence sur le prix du marché du riz importé par des entreprises privées de leur propre initiative.
2	Farine de blé (farines de pain blanc et de pain complet)	Fournisseur exclusif de farine subventionnée. Les farines de types spéciaux sont importées par des entreprises privées pour la revente sur le marché local.

N°	Produit	Structure du marché
3	Produits pétroliers A. <u>Huiles blanches</u> i) Essences pour moteur ii) Gas-oil 50 ppm S iii) Gas-oil 2 500 ppm S iv) Jet A1 B. <u>Fioul</u> i) Fioul HTS 180 cSt (craquage catalytique) ii) Fioul HTS 180 cSt (distillation directe) iii) Fioul HTS 380 cSt (distillation directe)	Fournisseur exclusif Fournisseur exclusif Libéralisé (la SCE et des entreprises privées importent le produit pour le commerce du fioul de soute utilisé dans le transport maritime) Fournisseur exclusif Fournisseur exclusif pour utilisation nationale, mais les entreprises privées peuvent importer le produit pour le commerce du fioul de soute utilisé dans le transport maritime Fournisseur exclusif pour utilisation nationale Fournisseur exclusif pour utilisation nationale, mais les entreprises privées peuvent importer le produit pour le commerce du fioul de soute utilisé dans le transport maritime
4	Gaz de pétrole liquéfié	Fournisseur exclusif
5	Riz basmati	Concurrence parfaite – Actuellement, de nombreux importateurs/fournisseurs détiennent des parts du marché spécifiques. L'entrée et la sortie du marché sont libres. Tous les acheteurs et vendeurs disposent de suffisamment de renseignements sur le prix général du marché.
6	Lait en poudre	
7	Huiles comestibles	
8	Haricots de Lima	
9	Haricots rouges	
10	Haricots blancs	
11	Pois chiches cassés	

IV. RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES (TABLEAUX I ET II)

TABLEAU I

SOCIÉTÉ COMMERCIALE D'ÉTAT

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES – IMPORTATIONS (2021)

Désignation du (des) produit(s) (et numéro(s) du SH)		Quantité totale importée/achetée	Quantité importée par la SCE	Prix moyen à l'importation/ à l'achat	Prix de vente de la SCE aux vendeurs en gros et aux distributeurs	Production nationale	Observations
Désignation	Code du SH	tm	tm	MUR/tm	MUR/tm	tm	
Riz blanc à grain long	10064000	Non disponible (n.d.)	24 618,16	1 4162,46	9 520,00	n.d.	
Farine de blé	11010000	n.d. ¹	91 554,62	18 678,18	Boulangers – 6 310,28 Grossistes – 8 658,62	n.d.	
Riz basmati	10063010	n.d. ¹	Néant	Néant	48 649,60	n.d.	
Produits pétroliers²				MUR/l	Ventes intérieures MUR/l		
Essences pour moteur	27101919	186 791	186 791	17,88	38,92	n.d.	
Gas-oil 10 ppm S	27101950	193 354	193 354	18,85	30,70	n.d.	
Gas-oil 2 500 ppm S	27101950	n.d. ¹	35 334	17,60	30,20	n.d.	
Jet A1	27101931 et 27101939	70 171	70 171	18,83	26,83	n.d.	
Fioul HTS 180 cSt (craquage catalytique)	27101969	n.d. ¹	47 573	14,85	15,59	n.d.	
Fioul HTS 180 cSt (distillation directe)	27101969	116 762	116 762	14,45	14,81	n.d.	
Fioul HTS 380 cSt (distillation directe)	27101969	n.d. ¹	124 433	14,66	15,02	n.d.	
Fioul à très faible teneur en soufre 0,5% S (VLSFO 180 CST)	27101969	n.d. ¹	41 285,64	20,46	20,34	n.d.	
				MUR/kg	MUR/kg		
Gaz de pétrole liquéfié	27111310	77 560	77 560	29,35	6,79 (national) 39,23 (non national)	n.d.	

1 La farine de blé (non subventionnée), le riz basmati, le gas-oil (2 500 ppm S) et le fioul à très faible teneur en soufre 0,5% S (VLSFO 180 CST) sont également importés par des parties privées. La SCE ne dispose pas des quantités importées par les parties privées. Des renseignements à ce sujet peuvent être obtenus du service des douanes.

2 La SCE vend des produits pétroliers à des compagnies pétrolières.

TABLEAU II

SOCIÉTÉ COMMERCIALE D'ÉTAT

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES – IMPORTATIONS (2022)

Désignation du (des) produit(s) (et numéro(s) du SH)		Quantité totale importée/achetée	Quantité importée par la SCE	Prix moyen à l'importation/ à l'achat	Prix de vente de la SCE aux vendeurs en gros et aux distributeurs	Production nationale	Observations
Désignation	Code du SH	tm	tm	MUR/tm	MUR/tm	tm	
Riz blanc à grain long	10064000	n.d. ¹	27 450	496,99	9 520,00	n.d.	
Farine de blé	11010000	n.d. ¹	95 871,09	24 797,47	Boulangers – 6 082,46 Grossistes – 6 495,93	n.d.	
Riz basmati	10063010	n.d. ¹	448	61 921,10	63 580,59	n.d.	
Produits pétroliers				MUR/l	Ventes intérieures MUR/l		
Essences pour moteur	27101919	181 003	181 003	181 003	35,25	n.d.	
Gas-oil 10 ppm S	27101950	190 234	190 234	190 234	27,40	n.d.	
Gas-oil 2 500 ppm S	27101950	n.d. ¹	94 516	n.d. ¹	Aucune vente intérieure en 2019	n.d.	
Jet A1	27101931 et 27101939	214 623	214 623	214 623	25,72	n.d.	
Fioul HTS 180 cSt (craquage catalytique)	27101969	n.d. ¹	64 378	13,28	14,35	n.d.	
Fioul HTS 180 cSt (distillation directe)	27101969	154 781	154 781	13,09	13,87	n.d.	
Fioul HTS 380 cSt (distillation directe)	27101969	n.d. ¹	144 447	13,35	14,09	n.d.	
Fioul à très faible teneur en soufre 0,5% S (VLSFO 180 CST)	27101969	n.d. ¹	39 874,68	33,61	34,03	n.d.	
				MUR/kg	MUR/kg		
Gaz de pétrole liquéfié	27111310	91 881	91 881	34,24	9,44 (national) 46,11 (non national)	n.d.	
Autres produits:							
Huiles comestibles (litre)	15079000	n.d. ¹	3 700 000	MUR 78,20/Litre	MUR 69,00/Litre	n.d.	
Lait en poudre	04022900		290,88	303 480,84	242,04	n.d.	
Haricots de Lima	07139000		202,5	11 952 907	65,99	n.d.	
Haricots rouges	07133200		45,0	2 673 162	70,99	n.d.	

Désignation du (des) produit(s) (et numéro(s) du SH)		Quantité totale importée/achetée	Quantité importée par la SCE	Prix moyen à l'importation/ à l'achat	Prix de vente de la SCE aux vendeurs en gros et aux distributeurs	Production nationale	Observations
Désignation	Code du SH	tm	tm	MUR/tm	MUR/tm	tm	
Haricots blancs	07133300		45,0	2 383 051	64,64	n.d.	
Pois chiches cassés	07132000		50,0	2 371 539	40,07	n.d.	

- 1 La farine de blé (non subventionnée), le riz basmati, les huiles comestibles raffinées, le gas-oil (2 500 ppm S) et le fioul à très faible teneur en soufre 0,5% S (VLSFO 180 CST) sont également importés par des parties privées. La SCE ne dispose pas des quantités importées par les parties privées. Des renseignements à ce sujet peuvent être obtenus du service des douanes.
- 2 La SCE vend des produits pétroliers à des compagnies pétrolières.
